

A ce titre :

Tous les ans, il prépare conformément au règlement en vigueur, les comptes financiers et le projet du budget du Centre qu'il soumet au conseil pour approbation.

Il peut, avec l'accord du président du conseil d'administration, accepter tous dons, legs et subventions faits au Centre par des Gouvernements, Institutions publiques ou privées ou par des particuliers.

Il procède, après avis du président du conseil d'administration, au recrutement des agents des catégories I. Il gère le plan de carrière et de formation des cadres du Centre. Il recrute les autres catégories de personnel.

ARTICLE 10

Le personnel permanent du Centre se compose du personnel administratif d'appui et des formateurs consultants. Le statut du personnel précise les modalités de recrutement et les conditions de travail de chaque catégorie de personnel.

ARTICLE 11

L'enseignement est donné par :

- Les formateurs consultants permanents du Centre ;
- Du personnel vacataire rémunéré, qui peut être sollicité dans les milieux universitaires ou professionnels dont la compétence entre dans le cadre de l'enseignement donné au Centre.

ARTICLE 12

Le conseil d'administration peut modifier, conformément à l'alinéa premier de l'article 4, les présents statuts, à la majorité des deux tiers de ses membres.

MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE

DECRET n° 91-631 du 2 octobre 1991 portant application de la loi n° 90-437 du 29 mai 1990 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en Côte d'Ivoire.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport conjoint des ministres de l'Intérieur et de la Sécurité, du délégué auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie, des Finances, du Commerce et du Plan, de la Défense, des Affaires étrangères et de la Justice ;

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 90-437 du 29 mai 1990 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en Côte d'Ivoire ;

Vu le décret n° 77-358 du 9 juin 1977 portant institution d'une carte résident ;

Vu le décret n° 90-1530 du 7 novembre 1990 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 90-1578 du 30 novembre 1990 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 90-1586 du 5 décembre 1990 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 91-59 du 20 février 1991 portant organisation du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. - Dans les limites et conditions fixées par la loi n° 90-437 du 29 mai 1990 susvisée, les étrangers séjournent et circulent librement sur toute l'étendue du territoire national.

- La perception des prestations familiales ;
- L'inscription dans un établissement scolaire ;
- L'établissement des actes d'état civil de toutes natures : naissance, mariage, divorce, décès, adoption, succession, etc. ;
- L'abonnement à l'eau, l'électricité, le gaz, le téléphone, la boîte postal ;
- L'ouverture d'un compte bancaire, d'un compte chèque postal ou d'un livret de Caisse nationale d'Epargne.

Art. 2. — Toutefois, ils doivent être en mesure de présenter à toute réquisition des agents habilités de l'Administration, les pièces ou documents sous le couvert desquels s'exercent ces libertés.

Art. 3. — Ces documents ou pièces ne peuvent être autres que les cartes de séjour d'étrangers établies conformément aux dispositions de la loi n° 90-437 du 29 mai 1990 susvisée délivrées par le ministère de l'Intérieur et de la Sécurité selon des modalités qu'il fixe par arrêté.

Art. 4. — L'obtention de la carte de séjour d'étranger est soumise à la perception d'un droit dont le montant est fixé dans la loi des Finances.

Art. 5. — La présentation de la carte de séjour d'étranger est exigée pour l'accomplissement de certains actes de la vie civile, notamment :

- L'inscription au registre du commerce ;
- L'établissement d'une carte grise automobile ;
- L'obtention du permis de conduire ;
- L'inscription à l'Office de la Main-d'Œuvre de Côte d'Ivoire (OMOCI) ;

Art. 6. — Le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité peut, par arrêté, après avis du ministre de la Justice, soumettre la réalisation d'autres actes à la présentation de la carte de séjour d'étranger qui sera obligatoire à compter de la date de signature du présent décret.

Un récépissé pouvant tenir lieu de titre provisoire sera délivré à tout demandeur après perception du droit prévu à l'article 4 du présent décret.

Art. 7. — Il est tenu à la direction générale de la Sûreté nationale un fichier central des cartes de séjour. En cas de perte, de vol ou de destruction d'une carte de séjour, le titulaire est tenu d'en faire immédiatement la déclaration aux autorités du lieu de son domicile. Il doit en outre présenter une nouvelle demande auprès des autorités compétentes.

Art. 8. — Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment le décret n° 77-358 du 9 juillet 1977.

Art. 9. — Les ministres intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 2 octobre 1991.

Félix HOUPHOUET-BOIGNY.

ARRETE n° 131 INT. AT. AG. 2 du 2 mai 1991. — M. Konan Lella, 13 BP. 1315 Abidjan 13, est autorisé à ouvrir et exploiter un hôtel non classé de neuf chambres et un débit de boissons assorti de la licence de troisième catégorie dite grande licence dans l'hôtel-bar dénommé « Tchienbénico », sis au quartier Toits-Rouges, lot n° 4677, îlot 462, Yopougon.

ARRETE n° 157 MIS. ATAP. DGP. 5 du 10 mai 1991. — Est agréée la nouvelle composition du bureau exécutif de l'Association démocratique des Français de Côte d'Ivoire, telle qu'elle suit :

Président :

Leveque Maurice, enseignant, 01 B.P. 3 384 Abidjan 01.

Vice-président :

Kouassi Josette, enseignante, 01 B.P. 3 384 Abidjan 01.

Trésorière :

Charles Muriel, médecin, 01 B.P. 3 384 Abidjan 01.

Trésorière adjointe :

Martinazzo Elisabeth, sans profession, 01 B.P. 3 384 Abidjan 01.

Chargé du bulletin :

Charles Jean-Paul, coopérant, 01 B.P. 3 384 Abidjan 01.

Chargé de l'Education :

Desbois Dominique, enseignant, 01 B.P. 3 384 Abidjan 01.

Chargée de l'animation :

Dioubaté Monique, secrétaire, 01 B.P. 3 384 Abidjan 01.

Chargée de la sécurité :

Chelber Marina, enseignante, 01 B.P. 3 384 Abidjan 01.

Chargée de l'emploi et de la formation professionnelle :

Kreff Martine, expert comptable, 01 B.P. 3 384 Abidjan 01.

ARRETE n° 164 MIS. ATAP. AGP. du 14 mai 1991. — Sont autorisés la constitution et le fonctionnement de l'association culturelle dénommée « La Société de Marie (Mariamiste) » en Côte d'Ivoire, 01 B.P. 1 752 Abidjan 01, tél. 36-62-19.

Est agréée la composition du conseil d'administration de l'association culturelle suscitée telle qu'elle suit :

Président :

Pauels Léo, professeur, 01 B.P. 1 752 Abidjan 01.

Vice-président :

Morel Louis, professeur, 01 B.P. 1 752 Abidjan 01.

Trésorier :

Royer Antoine, professeur, 01 B.P. 1 752 Abidjan 01.

Secrétaire :

Yaméogo Jacques, étudiant, 01 B.P. 1 752 Abidjan 01.

Conseiller :

Gizard Vincent, Recteur du Sanctuaire marial, 01 B.P. 1 752 Abidjan 01.

ARRETE n° 167 MIS.CAB. du 16 mai 1991. — Est nommé attaché du Cabinet du ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, M. Ba Blaise, agent temporaire de 1^{re} catégorie, échelle B, 1^{er} échelon (mle 236 635).

A ce titre, l'intéressé aura droit aux indemnités et avantages prévus par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

ARRETE n° 209 MIS. ATAP. AGP. 5 du 17 juin 1991. — Est agréée la nouvelle composition du bureau exécutif de l'Association France-Afrique, telle qu'elle suit :

Président :

Abdallah Samia.

Secrétaire général :

Tarraf Ahmad.

Trésorier général :

Ismail Borro.

Trésorier adjoint :

Shahran Vatankha.

Commissaire aux comptes :

Borro Nizar.

ARRETE n° 212 MIS. ATAP. AGP. du 17 juin 1991. — M. Zonga Abdoulaye, 05 B.P. 1 621 Abidjan 05, est autorisé à ouvrir une école franco-arabe dénommée « Nour El Yankine » à l'avenue 5, rue 16 barrée à Treichville.

ARRETE n° 212 MIS. ATAP. AGP. du 20 juin 1991. — M. Corrêia Hans Manuel, directeur de société, 15 B.P. 251 Abidjan 15, de nationalité française, est autorisé à tenir un débit de boissons assorti de la licence de troisième catégorie dite grande licence dans le club-house-restaurant-bar dénommé « L'Eucalypto », sis dans l'enceinte de « Ivoire Neptune Club » en zone 3, rue des Pêcheurs.